



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/5653
11 avril 1964
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE DU SECRETAIRE GENERAL

1. Divers gouvernements m'ayant posé certaines questions au sujet de certains aspects du rôle et du fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, il me semble utile de donner quelques précisions supplémentaires.
2. Le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est défini au paragraphe 5 de la résolution adoptée par le Conseil de sécurité le 4 mars 1964. Le Secrétaire général a donné pour instructions au Commandant de la Force de maintenir à tout moment les activités de la Force dans le cadre du mandat fixé par le Conseil de sécurité et ne jamais entreprendre aucune action qui ne soit entièrement conforme aux dispositions de ce mandat.
3. Il convient également de rappeler que, par le paragraphe 2 de sa résolution du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a demandé au Gouvernement chypriote, qui est responsable du maintien et du rétablissement de l'ordre public, de prendre toutes les nouvelles mesures nécessaires pour arrêter les actes de violence et les effusions de sang à Chypre.
4. Le Commandant de la Force reçoit tout naturellement du Secrétaire général, de temps à autre, des directives tant générales que détaillées, qui rentrent toujours dans le cadre du mandat et ont pour but de le guider dans l'exercice de son commandement. Cette pratique, qui est normale dans toute opération militaire, a été scrupuleusement suivie pour toutes les autres opérations de maintien de la paix entreprises par les Nations Unies. Evidemment ces directives sont exclusivement internes et ne peuvent être rendues publiques.
5. Cependant, étant donné que les gouvernements intéressés et les gouvernements qui fournissent des contingents pour la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre portent, à juste titre, un vif intérêt au rôle et au fonctionnement de la Force, j'ai fait tenir à ces gouvernements un aide-mémoire concernant certaines questions posées à cet égard.

Aide-mémoire concernant certaines questions relatives au rôle et
au fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée
du maintien de la paix à Chypre

Rôle de la Force

1. Au paragraphe 5 de sa résolution S/5575 du 4 mars 1964, le Conseil de sécurité a recommandé que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ait pour fonction, "dans l'intérêt de la préservation de la paix et de la sécurité internationales, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour prévenir toute reprise des combats et, selon qu'il conviendra, de contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale."
2. En s'acquittant de sa fonction, la Force des Nations Unies s'abstiendra de toute action tendant à influencer la situation politique à Chypre, si ce n'est qu'elle contribuera au rétablissement du calme et à la création d'un climat meilleur dans lequel des solutions politiques pourront être recherchées.

Principes directeurs

3. Le Secrétaire général est chargé d'assurer la constitution et la direction de la Force. La Force, dont la composition et l'effectif doivent être fixés en consultation avec les Gouvernements de Chypre, de la Grèce, du Royaume-Uni et de la Turquie, est une Force des Nations Unies, dont le Commandant a été nommé par le Secrétaire général.
4. La Force est, à tout moment, sous le contrôle et le commandement exclusifs de l'Organisation des Nations Unies.
5. Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil de sécurité de la conduite de cette Force et lui seul fait rapport à ce sujet au Conseil.
6. Le Commandant de la Force, qui est responsable devant le Secrétaire général, reçoit du Secrétaire général les directives nécessaires à l'exercice de son Commandement et lui fait rapport. Sur le plan exécutif, toutes les unités composant la Force relèvent, en tout temps, du Commandant de la Force.
7. Les contingents qui composent la Force sont des parties intégrantes de celle-ci et ne reçoivent d'ordres que du Commandant de la Force.
8. La Force a son propre quartier général, dont le personnel a un caractère international et est représentatif des contingents qui composent la Force.

/...

9. La Force n'assumera aucune fonction qui ne serait pas compatible avec la définition de la fonction de la Force qui est donnée au paragraphe 5 de la résolution du Conseil de sécurité du 4 mars 1964. En cas de doute sur la question de savoir si une action envisagée est ou non compatible avec la définition de la fonction de la Force donnée dans cette résolution le Secrétaire général doit être saisi et il lui appartient de décider.
10. Les soldats de la Force portent des armes qu'ils ne doivent, toutefois, employer qu'en cas de légitime défense, si cela est indispensable dans l'exercice de la fonction de la Force, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour prévenir toute reprise des combats et contribuer au maintien et au rétablissement de l'ordre public ainsi qu'au retour à une situation normale.
11. Il serait souhaitable, du point de vue d'un fonctionnement efficace de la Force des Nations Unies, que les troupes grecques et turques actuellement stationnées à Chypre soient placées sous le commandement général du Commandant de la Force. Bien que les Nations Unies ne soient pas expressément mandatées à l'exiger, le Secrétaire général a demandé instamment aux gouvernements intéressés d'accepter cette solution.
12. Le personnel de la Force doit s'abstenir d'exprimer publiquement une opinion quelconque sur les problèmes politiques du pays. Il doit également faire preuve de retenue et d'une entière impartialité à l'égard des membres des communautés grecque et turque de Chypre.
13. Il existe une distinction très nette entre les troupes du contingent britannique de la Force des Nations Unies et le personnel militaire britannique à Chypre, par exemple le personnel affecté aux bases britanniques qui ne font pas partie de la Force des Nations Unies.
14. L'accord relatif au statut de la Force, conclu entre le Gouvernement chypriote et l'Organisation des Nations Unies, traite des questions telles que la liberté de mouvement, la juridiction, les responsabilités, la discipline, etc.; le texte de cet accord a été distribué comme document du Conseil de sécurité sous la cote S/5634.
15. Les opérations de la Force et les activités du médiateur des Nations Unies sont deux tâches séparées et distinctes et doivent rester telles. Cependant, de par la nature de l'affaire, ces tâches sont complémentaires en ce sens que dans la mesure où la Force pourra assurer le calme à Chypre, la tâche du médiateur s'en trouvera facilitée, et que réciproquement tout progrès accompli par le médiateur facilitera le fonctionnement de la Force.
- /...

Principes régissant la légitime défense

16. Les troupes de la Force ne prendront pas l'initiative d'utiliser la force armée. L'usage de la force armée n'est permis qu'en cas de légitime défense.

L'expression "légitime défense" comprend :

- a) La défense des postes, locaux et véhicules des Nations Unies soumis à une attaque armée;
- b) L'appui à tout autre membre du personnel de la Force soumis à une attaque armée.

17. Aucune mesure ne devra être prise par les troupes de la Force qui soit susceptible de les mettre en conflit direct avec l'une ou l'autre des communautés chypriotes, sauf dans les circonstances suivantes :

- a) Si des membres de la Force sont contraints d'agir en état de légitime défense;
- b) Si la sécurité de la Force ou de certains de ses membres est menacée;
- c) Si des arrangements particuliers, acceptés par les deux communautés, ont été violés ou, de l'avis du Commandant local sont sur le point d'être violés, ce qui risque de provoquer une reprise des combats ou met en danger l'ordre public.

18. Dans l'exercice de la légitime défense, le principe de la force minima sera toujours appliqué et la force armée ne sera utilisée que lorsque tous les moyens pacifiques de persuasion auront échoué. C'est au Commandant local qu'il appartiendra de décider quand, dans les circonstances précitées, la force peut être utilisée; il s'attachera tout particulièrement à distinguer entre un incident qui n'exige pas que l'on ouvre le feu et des situations dans lesquelles les troupes peuvent être autorisées à faire usage de la force. A titre d'exemples de situations dans lesquelles les troupes peuvent être utilisées à faire usage de la force, on peut citer :

- a) Les tentatives de contraindre par la force les troupes à se retirer d'une position qu'elles occupaient sur l'ordre de leurs commandants, ou de s'infiltrer dans des positions que leurs commandants jugent devoir être occupées par elles, et d'encercler ces positions, la sécurité des troupes se trouvant ainsi menacée;
- b) Les tentatives de désarmer les troupes par la force;

/...

- c) Les tentatives d'empêcher, par la force, les troupes de s'acquitter des tâches que leur ont assignées leurs commandants;
- d) La violation par la force de locaux de l'Organisation des Nations Unies et les tentatives d'arrêter ou d'enlever des membres du personnel civil ou militaire, de l'Organisation des Nations Unies.

19. S'il est nécessaire de recourir à l'emploi des armes, un avertissement devra être préalablement donné chaque fois que ce sera possible. Il ne sera pas fait usage d'armes automatiques, sauf en cas d'extrême urgence et le feu ne durera pas plus longtemps que cela est nécessaire pour atteindre le but immédiat.

Protection contre les attaques individuelles ou organisées

20. Si une région donnée est menacée d'une attaque, les commandants s'efforceront de rétablir la paix dans la région. En outre, les commandants locaux devront entrer en contact avec les dirigeants locaux des deux communautés. Des patrouilles mobiles seront immédiatement organisées afin de manifester la présence de la Force dans la région menacée ou troublée: ces patrouilles seront fortes de tous les effectifs disponibles. Tous les moyens appropriés seront mis en oeuvre pour inciter au calme et à la modération.

Si toutes les tentatives de règlement pacifique échouent, les commandants d'unités pourront recommander à leur supérieur hiérarchique de déployer des troupes de la Force dans les régions menacées. Dès que des instructions précises auront été données à cet effet par le quartier général de la Force, les commandants d'unités annonceront que les troupes de la Force pénétreront, si besoin est, dans lesdites régions dans l'intérêt de l'ordre public.

Si, en dépit de ces avertissements, des tentatives sont faites pour attaquer des positions de la Force, pour s'y infiltrer ou pour les encercler, de sorte que la sécurité des troupes dans la région se trouve en danger, ces troupes se défendront et défendront leur position en résistant aux assaillants et en les repoussant en faisant usage d'un minimum de force.

Dispositions relatives aux accords de cessez-le-feu

21. Si des unités de la Force arrivent sur les lieux où des membres des deux communautés sont aux prises, le Commandant local demandera immédiatement aux chefs des deux communautés de faire cesser le combat et organisera un cessez-le-feu

/...

pendant que seront discutées les modalités d'un accord que puissent accepter les deux communautés. Dans certains cas, il sera peut-être possible de faire observer un cessez-le-feu en interposant des postes militaires de la Force entre les adversaires, mais si les parties en conflit ne l'acceptent pas, ou si l'on doute de l'efficacité de ce procédé, il sera préférable de ne pas y avoir automatiquement recours, car cela n'aurait pour effet que de provoquer un heurt direct entre les troupes de la Force et les combattants.

Paragraphe 2 de la résolution adoptée le 4 mars 1964 par le Conseil de sécurité
22. Le Conseil de sécurité, dans le paragraphe 2 de la résolution qu'il a adoptée le 4 mars 1964, a demandé au Gouvernement chypriote, qui est responsable du maintien et du rétablissement de l'ordre public, de prendre toutes les nouvelles mesures nécessaires pour arrêter les actes de violence et les effusions de sang à Chypre. La Force restera par conséquent en contact étroit avec les membres compétents du Gouvernement chypriote pour ce qui est de l'accomplissement de sa fonction et de l'observation de ses responsabilités.
